

cessé ses effets parmi les masses) des conditions existeront pour une action ininterrompue des organisations syndicales. Seulement il s'agit de les définir et d'agir en conséquence. Le syndicat sera réduit à son expression la plus limitée au point de vue numérique (nous ne nous en rapportons pas aux organisations incorporées à l'Etat comme il est prévu dans le projet Paul Boncour sur la nation armée) et fort probablement ne contiendra plus que les seuls militants appartenant aux partis se réclamant à la classe ouvrière, à ces militants dont la fidélité personnelle à la cause aura été prouvée par une cruelle action répressive de la police. Dans un certain sens ce qui reste alors en vie du syndicat ce n'est que son drapeau qui sera gardé par une minorité extrêmement restreinte de la classe ouvrière. Mais ce drapeau peut avoir une importance énorme dans le déroulement des événements. Lors de l'éclosion d'un mouvement un simple manifeste peut avoir une importance énorme pour l'extension de ce mouvement : les ouvriers devront voir dans le drapeau de leurs luttes passées le signal leur redonnant confiance en eux-mêmes et les incitant à dépasser la forme primitive de la lutte pour lui donner une consécration organisatoire. Cet exemple que nous avons donné s'étend évidemment à tout le processus de la lutte d'où peuvent surgir les conditions pour l'attaque de la classe ouvrière dans son ensemble : à cet effet, une direction extrêmement expérimentée peut — malgré les extrêmes difficultés de l'organisation illégale — réaliser la vision des possibilités de coordination et d'extension des mouvements grévistes.

Le front syndical s'établissant en dehors des masses et sur la base de la participation presque exclusive des membres des partis agissant au sein de la classe ouvrière pourrait conduire à une altération de la nature du syndicat qui deviendrait ainsi une « confédération de partis ». Mais à ce danger il n'est pas possible d'obvier en appelant les ouvriers en masse car cela est impossible à cause de la situation qui ne permet qu'une action clandestine du syndicat, mais on y obviara au travers de la politique du syndicat illégal lequel ne doit jamais poursuivre les buts des manœuvres réciproques des différents partis occupés à grignoter des membres, mais au travers d'une politique qui s'établit toujours en fonction des revendications immédiates des ouvriers et des luttes dans cette direction.

La confirmation des positions générales que nous avons énoncées, nous la retrouverons dans le contrecoup qui se produisit au sein de la Confédération Générale du Travail lors de la proclamation des lois exceptionnelles. La situation connue en même temps que l'aboutissement du plan capitaliste arrivant à son point culminant :

la transformation de la société vers le fascisme, le précipice autour de ce dernier de toutes les forces bourgeoises. Il s'agissait là, évidemment, d'un simple moment de l'évolution historique, car ensuite le processus se compliqua à nouveau et l'antagonisme fondamental de classe : capitalisme-prolétariat, tout en restant l'axe des situations, ne se présenta plus avec la netteté de 1927, alors que l'alternative fascisme-antifascisme permit la reprise de la manœuvre capitaliste dirigée vers l'immobilisation du prolétariat.

Les progrès communistes au sein des organisations syndicales avaient été particulièrement importants avant l'entrée du fascisme au gouvernement. A cette époque, le parti était dirigé par notre courant qui basait son action sur les deux thèses centrales suivantes : la plus grande fermeté des principes dans l'œuvre de construction du parti de classe et en même temps l'action politique la plus nette exprimant la nécessité d'orienter la lutte du prolétariat sur le « double front » contre l'attaque fasciste et contre les forces démocratiques et social-démocratiques agissant pour le désarmement des masses et leur canalisation vers l'Etat, au travers du respect de la Constitution et de la sauvegarde des « libertés publiques ». D'autre part, le parti avec son réseau de fractions syndicales, développait un travail très important pour l'établissement d'un front unique syndical et sur un plan de mots d'ordre qui faisait découler les luttes contre l'attaque fasciste du déroulement de la lutte de classe elle-même; aucune confusion n'était possible, le prolétariat devait refuser tout appui à la thèse de la distinction entre capitalisme et fascisme, mener sa lutte pour défendre ses salaires et les positions conquises (liberté de réunion de presse et d'organisation). La défensive s'appuyant sur un front nettement de classe ne pouvait que mobiliser les masses pour leur défense simultanée contre les bandes fascistes dont la raison historique et l'objectif consistaient justement dans la menace de destruction et d'anéantissement de toute organisation indépendante de la classe ouvrière. Le parti bien que contrôlant une minorité de la classe ouvrière (à la scission de Livourne en janvier 1921 un quart seulement des membres du parti socialiste passa à notre parti), parvint à orienter les grandes organisations de masse vers la constitution de l'« Alliance du Travail » basée sur les luttes économiques, et la contre-offensive à l'attaque fasciste. D'autre part l'influence du parti se développait à un rythme très accéléré au sein des syndicats et au Conseil National de la Confédération Générale de Vérone, en automne 1921, (pas même un an après la fondation du parti), les propositions communistes formèrent l'axe de toutes les discussions.

Successivement, au Conseil National de l'été 1922, le parti avait conquis un nombre de voix dépassant celui des maximalistes, et venait immédiatement après celui des réformistes lors des votes devant déterminer l'orientation de la Confédération Générale du Travail. A ce moment la critique « léniniste » contre le « bordiguisme » s'étala dans toute son ampleur; l'on nous reprocha de ne pas avoir accédé à un compromis avec les maximalistes afin de faire passer la Confédération du Travail sous la direction d'un bloc maximaliste-communiste. Mais il était facile de répondre que d'abord les maximalistes n'avaient qu'à accepter des positions se bornant aux luttes immédiates de la classe ouvrière sans vouloir faire, de ces luttes, un tremplin pour des manœuvres sur le terrain politique de l'action du parti, et qu'ensuite si les progrès communistes étaient tellement importants cela dépendait justement de la politique adoptée par le parti; un changement dans cette politique ne pouvait que compromettre les résultats acquis. C'est d'ailleurs ce qui se vérifia par après lorsqu'à la suite des décisions du 4^e Congrès de l'Internationale, les manœuvres commencèrent pour une fusion entre le parti communiste et le parti maximaliste au sein duquel un travail se développait pour l'appui aux « troisième-internationalistes ».

La politique du parti en 1921 et 22 laissa une empreinte très forte au sein du prolétariat. D'autre part le changement de direction qui lui fut imposé en 1923 s'effectua en cachette (les membres du parti ne le surent qu'une année plus tard et même alors, en mai 1924, lors de la Conférence Nationale du parti, ils donnèrent une énorme majorité à notre courant contre le bloc droite-centre qui dirigeait l'organisation centrale) alors que dans le domaine syndical, les camarades de notre courant furent gardés à la tête des organismes coordonnant le travail des fractions syndicales communistes. Nous avons déjà dit que lors des grandes grèves de 1925 le centrisme en abandonna la direction à des militants de notre fraction. Lors de la proclamation des lois exceptionnelles, les résultats de l'œuvre durable développée par notre parti se manifestèrent. La direction réformiste préconisa à ce moment la nécessité d'un compromis avec le fascisme alors que la grande majorité des ouvriers contrôlés par les socialistes et les maximalistes se dirigeait nettement vers les communistes pour opposer à la capitulation réformiste une réunion, en février 1927, où la décision aurait été prise de maintenir en vie les syndicats de classe. Le centrisme devait évidemment empêcher les communistes de profiter de cet instant de l'évolution politique pour poser devant les masses l'évidence du fait de la coïncidence entre fascisme et antifascisme, l'importance colossale

de cette coïncidence afin d'orienter nettement les luttes successives vers une orientation prolétarienne et communiste. En réponse à la réunion que des militants avaient organisé en Italie, bravant les pires risques de la réaction fasciste, les centristes à l'étranger décidèrent de situer cette manifestation politique sous l'angle d'une légalisation des décisions prises en Italie par l'Internationale d'Amsterdam qui tenait son Congrès à Paris au printemps de 1927. Toutes les positions étaient ainsi bouleversées : les communistes qui avaient toujours combattu pour l'adhésion de la Confédération du Travail à l'Internationale Syndicale de Moscou en centralisant autour de cette position toute l'opposition communiste au réformisme et maximalisme, ces mêmes communistes étaient devenus les plus zélés partisans de l'adhésion à l'Internationale jaune et prenaient même figure de loyalistes envers cette organisation « trahie », sans doute, par les dirigeants réformistes qui, en Italie, passaient un compromis avec le fascisme. Notre courant soutint alors la nécessité du maintien intégral des positions, toujours défendues par nous, dont la justesse devait être vérifiée à la lumière de la capitulation des dirigeants réformistes. De plus nous affirmions la nécessité de passer à une consultation approfondie de l'organisation syndicale en Italie afin d'arriver ensuite à la convocation d'un Congrès pour consacrer la signification politique de la Conférence de 1927. Les centristes parvinrent à développer leur manœuvre qui devait faciliter le succès des réformistes à l'étranger, ces derniers pouvaient facilement obtenir que leurs compères de l'Internationale jaune admettent qu'en Italie rien d'autre qu'une désertion d'individualités dirigeantes ne s'était passé et que, par conséquent, le problème ne pouvait être résolu autrement que par une invitation à la concorde pour reconstruire les syndicats en Italie sous la direction des réformistes créant un bureau à l'étranger. Toute l'activité développée ensuite s'est concentrée autour de la dispute entre les deux C. G. T. dont ni l'une ni l'autre ne pouvait se prévaloir — ainsi que nous l'avons expliqué — ni de l'existence d'organisation de masse en Italie (celles-ci étant devenues impossibles après les lois exceptionnelles), ni d'une activité réelle des organisations clandestines.

Les années qui suivirent la proclamation des lois exceptionnelles se déroulèrent donc dans des conditions extrêmement défavorables pour le prolétariat italien. Toute sa lutte terrible contre la répression fasciste était placée par les deux états-majors à l'étranger — le réformiste et le centriste — dans deux directions diverses mais solidaires au fond et qui, loin de faire fructifier les efforts sanglants des ouvriers en Italie, en dé-